

pi

n° 170 – hiver 2020-2021

politique internationale

dora bakoyannis
nicolas baverez
clément beaune
bernard cazeneuve
jean-pierre filiu
olga gille-belova
micah goodman
pavel latushka
françois lecoindre
éric mechoulan
viktor medvedtchouk
isabelle méjean
marie-cécile naves
guillaume perrier
didier reynders
bernard rogel
maia sandu
nora seni
svetlana tikhanovskaïa

Entretien avec Viktor Medvedtchouk*

UKRAINE-RUSSIE : LE GO-BETWEEN

*Cet entretien a été conduit par Grégory Jullien***

Le terrible conflit qui dévaste l'Ukraine depuis début 2014 a déjà provoqué plus de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés. Les affrontements font toujours rage entre l'Etat ukrainien et les séparatistes de Lougansk et de Donetsk, sans parler de la Crimée, annexée par la Russie en 2014. Le «format Normandie », groupe informel qui réunit l'Ukraine, la Russie et ces deux médiateurs que veulent être la France et l'Allemagne, n'a guère porté ses fruits jusqu'ici, pas plus que les accords de Minsk conclus en 2015 (1). Par surcroît, le pays est au bord de la faillite, aggravée par une corruption endémique, et semble incapable de faire face à la crise sanitaire. Kiev vit aujourd'hui sous perfusion du FMI et le président Volodymyr Zelensky, comédien élu en mai 2019, a déçu les espoirs de changement qu'il avait suscités. Son parti a enregistré un net recul (revers) au premier tour des élections locales (municipales et parlements régionaux) d'octobre dernier.

Dans ce contexte, Politique Internationale a souhaité recueillir les propos de Viktor Medvedtchouk. Cet avocat et homme d'affaires de premier plan, aujourd'hui âgé de 66 ans, élu au Parlement de 1997 à 2006 et redevenu député en 2019, ancien chef de l'administration présidentielle de Leonid Koutchma (2002- 2005), est l'un des principaux adversaires de M. Zelensky.

Considéré comme un ami personnel du président russe Vladimir Poutine, Medvedtchouk est peu apprécié, on s'en doute, par les nationalistes ukrainiens ; mais son parti, la « Plateforme d'opposition-Pour la vie », est devenu le premier parti d'opposition

* Homme politique ukrainien. Président du conseil politique de la « Plateforme d'opposition- Pour la vie ».

** Président de European Strategie Initiative.

après les élections législatives de 2019, obtenant 43 sièges avec 13 % des suffrages. Ses appels répétés à composer avec Moscou l'ont conduit à jouer, depuis 2014, un rôle d'intermédiaire entre le gouvernement de Kiev et les insurgés de l'Est, en facilitant notamment la libération de centaines de prisonniers. Bien que son parti représente les minorités russophones du pays (2), il se défend d'être « l'homme de Moscou » et affirme que sa position « d'entre-deux » est la seule voie possible pour établir une paix durable. Avant même de parler de paix durable, il est indispensable, affirme-t-il, de mettre en place une relation plus apaisée avec la Russie afin de résoudre des questions très concrètes comme les échanges de prisonniers entre l'Ukraine et les zones sécessionnistes, le sort des retraités de l'Est qui ne perçoivent plus leurs pensions ukrainiennes, ou encore le contrôle des points de passage entre les deux territoires. Un discours qui porte de plus en plus dans une Ukraine épuisée par près de six ans de conflit avec sa puissante voisine...

G. J.

Grégory Jullien — *Votre influence politique n'a cessé de croître depuis la présidence Kouchma jusqu'à la fondation, en 2018, de la « Plateforme d'opposition-Pour la vie », qui est aujourd'hui le premier parti d'opposition en Ukraine. Comment l'expliquez-vous ? Est-ce une question de moyens, de force de conviction ?*

Viktor Medvedtchouk — Je vous répondrai en citant Victor Hugo : « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue. » Et, précisément, l'heure est venue d'adopter nombre de ces idées pour lesquelles je me bats depuis des années, malgré les pressions et les persécutions politiques que j'ai subies sous les présidents Iouchtchenko, Ianoukovitch, Porochenko et aujourd'hui, Zelensky (3).

La cote de popularité du parti « Plateforme d'opposition-Pour la vie » s'approche déjà de celle de « Serviteur du peuple », le parti, majoritaire au Parlement, qui a soutenu Volodymyr Zelensky lors de la dernière élection présidentielle. Un récent sondage effectué par l'Institut ukrainien d'analyse et de prévision a montré que notre formation bénéficie d'un soutien de 22,1 %, contre 26,9 % pour le parti pro-présidentiel. Pourquoi progressons-nous aussi vite ? C'est simple : les Ukrainiens ont réalisé que Zelensky est incapable de répondre aux défis auxquels l'Ukraine est confrontée.

En revanche, notre parti, lui, a élaboré des stratégies et des plans détaillés visant à régler le conflit dans le Donbass, à créer les conditions de la reprise économique et à assurer la protection sociale des citoyens.

Nous savons comment faire pour augmenter le salaire minimum de 5 000 hryvnias (151 euros), son niveau actuel, à 7 713 hryvnias (233 euros). Nous savons où trouver cet argent. Nous savons comment faire en sorte que les tarifs des services publics n'augmentent pas dans des proportions astronomiques (alors qu'au niveau mondial les prix de l'énergie sont en baisse) mais, au contraire, diminuent.

Quand nous arriverons au pouvoir, nous mettrons tous ces engagements en œuvre. Si le gouvernement avait écouté nos recommandations plutôt que les exigences du FMI et des États-Unis, si la majorité parlementaire avait appliqué les méthodes que nous préconisons (4), l'Ukraine afficherait aujourd'hui une croissance économique positive, et non une récession catastrophique. Les électeurs le comprennent de plus en plus et se tournent donc tout naturellement vers nous. Aux yeux de la population, notre parti apparaît comme le plus crédible à la fois pour redresser la situation économique et pour en finir avec l'interminable conflit qui déchire le pays depuis six ans.

G. J. — *Parlons, justement, des conditions de la paix. Les séparatistes du Donbass et les autorités ukrainiennes négocient depuis plusieurs années, sans aucun résultat. À quoi attribuez-vous cet échec ?*

V. M. — Au manque de volonté politique des responsables de Kiev. Le président Porochenko ne voulait pas réellement faire la paix, et force est de constater que son successeur Zelensky ne le souhaite pas non plus, en dépit des déclarations grandiloquentes et vides de sens qu'il multiplie sur le sujet.

Comparez la fin de la présidence de Porochenko et le début de celle de Zelensky, et essayez de trouver des différences. Si l'on regarde ce qui se passe dans le pays, on a l'impression de vivre non pas la deuxième année de la présidence Zelensky mais... la septième année de la présidence Porochenko ! On constate le même flirt du président avec les ultra-nationalistes, la même russophobie grossière, la même attitude belliqueuse et agressive envers les habitants du Donbass.

Dans ces conditions, les négociations de paix n'ont aucune chance d'aboutir. Sans volonté de compromis, il est impossible de parvenir au moindre accord.

G. J. — *À quoi attribuez-vous cette rigidité de Kiev ?*

V. M. — L'intransigeance des ultra-nationalistes rend impossible l'ouverture d'un dialogue entre Kiev et le Donbass. Vous avez évidemment entendu les déclarations de certains politiciens qui affirment que « le Donbass devrait être amputé comme un membre gangrené » (5). D'autres, parfois les mêmes, rêvent d'une guerre qui se terminerait par un triomphe (certains évoquent même un défilé sur la place Rouge à Moscou !). Ajoutez à ces rodomontades la politique d'ukrainisation forcée (6), la remise en cause des célébrations du jour de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique (le 9 mai 1945), la réécriture de l'Histoire (7), la glorification du nazisme et du fascisme (8), la politique de sanctions (9)... Est-il raisonnablement envisageable que le Donbass réintègre l'Ukraine avec une approche si furieusement nationaliste ? Je pense que la réponse va de soi.

G. J. — *Comment résoudre la question de la Crimée, qui a été annexée par la Russie en violation flagrante des lois et des frontières internationales — une première depuis la fin de la guerre froide ? Sa perte est-elle irréversible pour l'Ukraine ?*

V. M. — Si vous me demandez : « À qui est la Crimée ? », sachez que ma position n'a pas changé. Je n'ai cessé de répéter, depuis 2014, que de jure, conformément à notre Constitution et à la législation en vigueur, la Crimée est ukrainienne. Mais de facto, elle est russe. Le président Zelensky a exprimé toute son impuissance sur cette question quand il a déclaré : « La Crimée est notre territoire. Nous la récupérerons. Mais il n'existe pas de cadre qui nous permettrait de discuter de cette question — à l'exception des accords conclus avec nos partenaires internationaux (10), lesquels ont conduit à des sanctions et à des pressions exercées sur la Russie... » Zelensky, comme Porochenko avant lui, a complètement abandonné les habitants de la Crimée. L'un comme l'autre privilégient l'arme des sanctions sans comprendre que ces sanctions frappent les populations qu'ils veulent réintégrer à la mère patrie ! Les autorités de Kiev ont bloqué le trafic aérien, ferroviaire et routier, ainsi que l'approvisionnement en électricité et en eau de la péninsule. Sanctionner, c'est faire preuve de paresse intellectuelle. Il n'est possible de faire revenir les gens qu'en s'adressant à leur conscience, et non en recourant à la force ou aux sanctions internationales.

G. J.—*En France, beaucoup pensaient que l'élection de Volodymyr Zelensky aboutirait rapidement à la fin de la guerre. Il n'est pas étonnant que Paris ait été la première capitale étrangère visitée par Zelensky alors qu'il était encore candidat à la présidence. Pourquoi tous ces espoirs ont-ils été brisés ?*

V. M. — J'irai même plus loin : 73 % des Ukrainiens pensaient comme les Français lorsqu'ils ont voté pour Volodymyr Zelensky au second tour en 2019. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux ne sont pas seulement déçus ; ils se sentent aussi trahis et trompés. D'où l'effondrement de la cote de popularité du président et de son parti. Je pense que les futures élections locales (11), si elles sont organisées conformément à l'esprit et à la lettre de la loi, seront une douche froide pour Zelensky.

G. J. — *Le rencontrez-vous souvent ? Que pensez-vous de lui ?*

V. M. — Je ne rencontre jamais le président Zelensky. Au nom des millions d'Ukrainiens qui ont voté pour notre parti aux élections législatives de 2019, je me suis adressé à deux reprises au président de l'Ukraine dans des lettres ouvertes. Je lui demandais de répondre aux questions brûlantes qui préoccupent aujourd'hui tous les habitants de notre pays, mais ces questions sont restées sans réponse. Hélas, Zelensky est loin de la vie réelle. Il vit dans l'illusion ; il refuse de reconnaître que, depuis son arrivée à la présidence, l'Ukraine a glissé dans un abîme économique. Son équipe avait claironné qu'elle mettrait fin à l'ère de la précarité ; c'est ce qu'elle a fait... en remplaçant la précarité par la paupérisation totale ! L'Ukraine est toujours le pays le plus pauvre et le plus corrompu d'Europe. Selon les chiffres de la Chambre de commerce européenne, elle occupe la première place pour le taux de criminalité et la dernière en termes d'attractivité économique.

G. J. — *Que dites-vous à ceux qui considèrent Zelensky comme un président plus conciliant que son prédécesseur envers la Russie de Vladimir Poutine ?*

V. M. — Je ne sais pas à quel genre de complaisance vous faites allusion. La seule chose que je peux dire, c'est que sur certains points (par exemple, la politique de sanctions qui, désormais, touche même les institutions culturelles et éducatives de la Fédération de Russie), Zelensky a surpassé son maître en matière de russophobie et de radicalisme, Petro Porochenko. Dois-je rappeler que, au début de sa présidence, il a déclaré que leur frontière était la seule chose que l'Ukraine et la Russie avaient désormais en commun ? Je lui avais alors répondu que j'ignorais quel cheminement intellectuel avait pu le mener à une conclusion aussi singulière, mais que j'étais sûr — et prêt à le prouver — que les Ukrainiens et les Russes sont unis par une histoire millénaire commune, des racines slave communes, une foi orthodoxe commune, une culture commune et une langue commune, parlée par plus de la moitié des citoyens ukrainiens ! Des millions de familles comptent des parents vivant dans l'un et l'autre de nos deux pays; enfin, nous avons et aurons toujours en commun la Grande Victoire obtenue ensemble dans la guerre la plus sanglante de l'histoire de l'humanité, la Grande Guerre patriotique. Si M. Zelensky ne le sait pas, ne veut pas en entendre parler ou a décidé de faire une croix sur tout cela, suivant la voie qu'a tracée avant lui Petro Porochenko, je ne peux dire qu'une chose : je suis vraiment désolé. Désolé pour les Ukrainiens. Bon nombre d'électeurs sont en train de réaliser qu'en votant pour le président actuel contre Porochenko en 2019, ils ont échangé leur cheval borgne contre un cheval aveugle !

G. J. — *Quel est l'état d'esprit dans le Donbass? Voilà déjà six ans que les habitants de cette région sont séparés du reste du pays. Y a-t-il encore un désir de réunification, et à quelles conditions une telle réunification pourrait-elle avoir lieu ?*

V. M. — Je pense que le Donbass doit être réintégré au sein de l'Ukraine. Après tout, quand nous parlons du Donbass, nous ne parlons pas seulement de territoires, mais aussi et avant tout d'hommes et de femmes auxquels nous unissent des liens spirituels, familiaux et culturels étroits. Ce conflit a divisé douloureusement l'Ukraine. Elle doit désormais être « recousue » en se basant sur ce qui nous rapproche.

G. J. — *Le gouvernement ukrainien explique qu'il doit tenir compte des sentiments des vétérans de la guerre et des groupes nationalistes. Or ceux-ci rejettent tout compromis et menacent de manifester violemment dans la capitale si le parti au pouvoir tente d'accorder un statut spécial au Donbass ou d'amnistier les séparatistes. Quelles solutions proposez-vous au gouvernement pour résoudre ce problème ?*

V. M. — Si le président Zelensky tient compte de la position des groupes d'extrême droite, alors le conflit dans l'est de l'Ukraine restera une plaie ouverte. Nous voyons bien quelle est son attitude envers les nationalistes et les bataillons de volontaires dans le Donbass. La complaisance de Zelensky envers ces forces d'extrême droite, qui veulent régler le conflit par la force, risque d'enterrer à la fois les pourparlers de paix actuels (12) et les résultats obtenus grâce aux négociations conduites dans le cadre du « format Normandie ». De notre côté, nous avons élaboré un plan de paix qui décrit de façon détaillée toutes les étapes menant à un règlement pacifique. Ce plan fait désormais partie intégrante du programme de notre parti.

G. J. — *En janvier dernier, vous avez présenté au Sénat français une idée novatrice : vous proposez de doter le « format Normandie » d'une dimension parlementaire. En quoi cette initiative consiste-t-elle exactement ?*

V. M. — Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il n'existe pas d'autre option que les accords de Minsk — qui ont d'ailleurs été approuvés par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Pourtant, le gouvernement ukrainien ne cesse d'essayer de les réécrire ou de les modifier, voire d'abandonner le « format Normandie ». En conséquence, au lieu d'avancer vers la paix — ce que l'on croyait sincèrement au moment de la signature de ces accords en février 2015 — nous avons connu cinq ans de stagnation, d'accusations mutuelles... et zéro résultat. Pour ma part, je suis convaincu que l'implication d'élus des quatre pays du format Normandie, non seulement français, mais aussi russes et allemands, peut contribuer à sortir les négociations de l'impasse.

G. J. — *Au-delà du règlement du conflit du Donbass, l'Europe souhaite une réconciliation plus large entre l'Ukraine et la Russie, ne serait-ce que parce qu'un tel rapprochement permettrait de lever les nombreuses barrières qui entravent actuellement le dialogue entre l'est et l'ouest du continent. Est-ce réalisable dans un avenir proche?*

V. M. — Le dialogue entre l'est et l'ouest du continent que vous évoquez rappelle l'idée de la Grande Europe, de Lisbonne à Vladivostok... En attendant, les défis auxquels le monde a été confronté ces derniers mois en raison de la pandémie de coronavirus et de la crise socio-économique qui en a résulté ont montré à quel point la fameuse solidarité des pays de l'UE était illusoire, de même que leur unité et leurs intérêts communs. Quant aux Etats-Unis, naturellement, ils souhaitent le maintien de l'ordre mondial qui a fait d'eux une superpuissance. C'est pourquoi ils ont généreusement semé et continuent de semer les graines de la discorde entre la Russie et les pays d'Europe de l'Est. En effet, l'Ukraine n'est pas utilisée par Washington pour renforcer l'Europe, mais pour affaiblir la Russie et l'UE. Regardez les sanctions imposées à Moscou : c'est avant tout aux États-Unis qu'elles ont bénéficié. Aujourd'hui, les Américains tentent d'imposer aux Européens un gaz liquéfié coûteux (13). Ils auront du mal à y parvenir si le projet de gazoduc Nord Stream 2, qui permettra d'accroître significativement les livraisons de gaz russe à l'Europe, voit le jour. D'où leur insistance pour que les sanctions européennes à l'égard de la Russie affectent ce projet. Et qui y perd ? Les Russes et les Européens. Les sanctions sont de nature géopolitique, mais elles frappent l'économie.

Certains membres de l'Union européenne comprennent néanmoins qu'ils ont intérêt à se laisser guider par leurs propres intérêts économiques plutôt que par les visées géopolitiques de Washington. Nous voulons croire que, tôt ou tard, le gouvernement ukrainien finira, lui aussi, par y voir clair...

G. J. — *Vous connaissez personnellement Vladimir Poutine. Que pensez-vous de l'homme et de son action politique à la tête de la Russie?*

V. M. — C'est un grand honneur pour moi d'entretenir des relations amicales avec Vladimir Vladimirovitch. Pour ce qui concerne son action politique, son bilan parle pour lui. Les citoyens russes le soutiennent très largement. Sous sa présidence, le niveau de vie de la population a augmenté et des transformations importantes et positives se sont produites, et continuent de se produire dans le pays.

Mais je voudrais dire quelques mots de Vladimir Poutine en tant que leader de stature mondiale. En 2016, à son invitation, j'ai participé à une réunion du club Valdai à Sotchi. Un des politologues présents lui a posé une question sur les relations entre l'Ukraine et la Russie. Non seulement j'ai retenu par cœur la réponse que j'ai entendue, mais je suis aussi d'accord avec chaque mot. Vladimir Vladimirovitch, parlant de la situation russo-ukrainienne, a déclaré : « Au début, nous avons été déconnectés, puis nous avons été dressés l'un contre l'autre, et c'est notre faute. Nous devons trouver nous-mêmes un moyen de sortir de cette situation, et nous le trouverons. » De fait, des forces extérieures sabotent délibérément l'amitié entre nos peuples au profit de l'Occident (principalement des États-Unis). À l'époque, il s'agissait d'opposer l'Ukraine et la Russie. Aujourd'hui, le scénario se répète en Biélorussie.

En tant que président du Conseil politique de la « Plateforme d'opposition-Pour la vie », je pense à ces mots chaque fois que je suis amené à protéger les intérêts des habitants russophones du Sud-Est et de tous les citoyens qui refusent de supporter la russophobie et l'hystérie patriotique.

Notre parti représente tous ceux qui ne veulent pas que les Ukrainiens, les Russes et les Biélorusses soient aux ordres des Américains. Nous sommes partisans de relations mutuellement bénéfiques entre l'Ukraine et la Russie, d'un changement radical de cap économique et d'une bonne entente avec tous les pays, à commencer par nos voisins.

G. J. — *Quelles personnalités politiques occidentales en général et françaises en particulier vous ont le plus marqué ? Quelles sont celles dont les convictions sont les plus proches des vôtres ?*

V. M. — Elles sont nombreuses, et il n'est pas possible de les citer toutes ! Pour ne parler que de la France, je dois vous dire que j' ai été très impressionné par Ségolène Royal, qui fut une pionnière. Elle a été la première femme en France à être désignée comme candidate à la présidence par un grand parti, en 2006, et la première femme à atteindre le second tour de la présidentielle, l'année suivante. Elle s'est battue honnêtement et, lorsque les résultats ont été connus, elle n'a pas contesté sa défaite ; elle a simplement félicité son adversaire pour sa victoire et lui a demandé de se souvenir de ses partisans à elle.

Je ne peux manquer de mentionner François Mitterrand, qui a réussi à deux reprises à négocier avec l'opposition et à diriger son pays sans crise grâce à la cohabitation avec ses opposants politiques, prouvant ainsi qu'un président et un premier ministre issus de tendances différentes pouvaient travailler ensemble de façon constructive. En outre, il avait bien compris l'importance de la coexistence entre la France et l'Union soviétique, et il a beaucoup fait pour que les liens entre les deux pays soient aussi chaleureux que possible.

Je dois également rendre hommage à Nicolas Sarkozy qui, sans heurts, a su mener à bien une réforme majeure de la Constitution française en 2008 (14). Il a réussi à sortir son pays de la crise économique de 2008 tout en évitant aux Français d'en payer les conséquences au prix fort et a laissé la France plus puissante et plus respectée qu'elle ne l'était avant lui.

G. J. — *A contrario, quels sont les leaders politiques qui, selon vous, jouent un rôle négatif sur la scène internationale ? Que pensez-vous, notamment, de Recep Tayyip Erdogan qui menace aujourd'hui deux pays européens de la Méditerranée, Chypre et la Grèce ?*

V. M. — En politique étrangère, le président turc applique la même règle que Donald Trump : les intérêts nationaux passent avant tout. Naturellement, les voisins et les grandes puissances n'apprécient pas toujours ce type de positionnement. Mais une chose est sûre : Ankara, sous la direction de Recep Tayyip Erdogan, suit une voie totalement indépendante sur la scène internationale. Même son appartenance à l'Otan ne suffit pas à contraindre la Turquie à faire passer ses intérêts nationaux au second plan. C'est bien la preuve que, dans le contexte international actuel, l'Alliance atlantique est un anachronisme. Des tensions militaires surviennent périodiquement entre les membres de ce bloc qui traverse une période très difficile. L'Ukraine n'a rien à faire au sein de cette organisation, c'est certain. A mes yeux, la cause est entendue : notre pays ne doit absolument pas devenir membre de l'Otan, et j'ai fait tout mon possible pour que cela n'arrive jamais (15).

Cependant, je voudrais souligner un point concernant la Turquie. Récemment, la politique étrangère ukrainienne a montré d'évidentes tendances pro-turques. Kiev a refusé de soutenir l'UE sur les questions controversées de la Méditerranée orientale alors qu'auparavant elle était en accord avec la ligne de Bruxelles concernant les pays tiers. Il est important que nos partenaires français prêtent attention à ce nouveau défi. En matière de différends sur les valeurs

fondamentales, mes associés et moi sommes toujours du côté des Français et des autres Européens, avec lesquels nous partageons des valeurs communes.

G. J. — *Vous sentez-vous proche de ces responsables politiques européens que l'on qualifie de « populistes » ? Je pense, par exemple, à Viktor Orban en Hongrie...*

V. M. — Je connais Viktor Orban. Je le considère comme un ardent défenseur des intérêts de son pays, comme un homme qui a des principes et qui agit en cohérence avec ces principes. La majorité des citoyens hongrois ne s'y trompent pas et le soutiennent depuis des années, ce qui montre bien que ce sont leurs intérêts et ceux de l'État qui se trouvent au cœur de son action.

G. J. — *Pour terminer, quel regard portez-vous sur les principaux hommes et femmes politiques européens du moment comme Emmanuel Macron, Angela Merkel ou Ursula von der Leyen?*

V. M. — En tant que partisan convaincu de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, je n'ai pas à donner mon avis personnel sur tel ou tel dirigeant européen démocratiquement élu. Je dirai simplement qu'ils sont confrontés à de multiples défis auxquels ils doivent répondre au quotidien pour le bien de leur pays et de leur peuple. Et pourtant, ils trouvent le temps de s'impliquer dans le processus de règlement pacifique du conflit du Donbass. Le désir persistant des autorités ukrainiennes, anciennes et actuelles, de retarder la mise en œuvre des accords de Minsk n'en est que plus scandaleux.

Par ailleurs, je voudrais faire remarquer que, malheureusement, certains dirigeants européens ne cherchent pas seulement à défendre les intérêts de leurs pays respectifs mais, aussi, ceux d'une certaine élite occidentale mondialisée. C'est très préjudiciable à la sécurité et au développement économique du continent. La volonté du président Macron de promouvoir un dialogue pragmatique avec la Russie n'en est que plus précieuse. Tout comme la détermination des dirigeants allemands à résister au désir des États-Unis d'entraîner l'UE dans leur guerre froide avec la Chine. Il est grand temps que les Européens se rendent compte que, souvent, la « solidarité transatlantique » revient à sacrifier les intérêts du continent sur l'autel des ambitions américaines.

G. J. — *Une toute dernière question : deviendrez-vous un jour président de l'Ukraine et, si oui, dans quelles conditions?*

V. M. — L'Ukraine vit sous un régime mixte, mi-parlementaire mi-présidentiel, qui a été introduit à la suite de la réforme constitutionnelle de 2004, dont je suis l'auteur (16). Notre pays a à présent besoin de passer à la seconde étape de cette réforme : la transition vers un régime pleinement parlementaire, dont je suis un partisan convaincu. Ai-je répondu à votre question ?

1. Les accords de Minsk ou Minsk II, signés le 11 février 2015, font suite au protocole de Minsk ou Minsk I signé sous les auspices de l'OSCE le 5 septembre 2014 dans la capitale du Bélarus. Négociés dans le format dit « Normandie » entre les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de l'Allemagne et de la France, ils ont été ensuite rédigés et signés par le Groupe de contact trilatéral (Ukraine, Russie, OSCE) en vue d'établir un plan de paix pour le conflit du Donbass. Ces accords prévoient un cessez-le-feu (retrait de troupes et de matériels militaires de la ligne de front), un règlement politique du conflit (amnistie, élections locales, reconnaissance à la région d'une autonomie de fait), un rétablissement des liens socio-économiques avec l'Ukraine et des mesures humanitaires (échanges de prisonniers, facilitation de la distribution de l'aide humanitaire). Ces accords peinent toujours à être appliqués dans leur intégralité.

2. Les russophones représentaient, selon les statistiques officielles du recensement de 2001, 17,3 % de la population, soit environ 8,3 millions d'habitants.
3. Viktor Medvedtchouk a fait l'objet de diverses enquêtes depuis l'élection du président Iouchtchenko. En février 2019, une enquête pour haute trahison et atteinte à l'intégrité de l'Ukraine a été ouverte à son encontre pour avoir proposé, lors d'un congrès de son parti, de créer une région autonome dotée d'un gouvernement et d'un parlement propres dans les territoires de l'est de l'Ukraine contrôlés par les séparatistes prorusses afin, selon lui, d'y instaurer la paix.
4. La « Plateforme d'opposition-Pour la vie » souhaite désengager l'Ukraine des exigences du FMI qu'elle juge trop contraignantes et asphyxiantes. Elle propose de restructurer la dette extérieure, de coopérer prioritairement avec la Chine, l'Inde et la Russie sans conditionner le commerce à la géopolitique, mais aussi d'introduire des mesures protectionnistes en faisant fi des pressions de l'UE pour agir autrement.
5. Les députés Viktor Baloga et Sergei Vysotsky ont publiquement qualifié le Donbass de « gangrène » qu'il fallait séparer du reste de l'Ukraine.
6. Initiée par le président Petro Porochenko, la loi renforçant l'usage de la langue ukrainienne a été adoptée par le Parlement en avril 2019, après deux ans de discussions. Cette loi, visant à élargir les quotas d'usage de l'ukrainien dans les médias audiovisuels et rendant plus stricte son utilisation dans les cadres officiels, a suscité des tensions avec les russophones et provoqué l'ire de Moscou.
7. En avril 2015, le Parlement ukrainien a adopté une série de lois de « décommunisation ». Le parti communiste a été interdit et les villes et les rues portant des noms d'anciens dirigeants ou des symboles soviétiques, débaptisées. Depuis la révolution de Maïdan, les autorités ukrainiennes s'efforcent de construire un récit historique différent de celui hérité de la période soviétique, suscitant une controverse historique et mémorielle passionnée. La dénonciation du communisme s'accompagne notamment d'une glorification des combattants de l'UPA, l'« armée insurrectionnelle ukrainienne », qui a résisté aux Soviétiques. Il y a cependant un désaccord sur le rôle des nationalistes ukrainiens dans la Shoah et dans les exactions commises à l'encontre des Polonais.
8. Certains groupes nationalistes ukrainiens d'extrême droite se sont signalés par leur apologie du nazisme et notamment par la glorification de la division « Galicie » de la Waffen SS, composée de volontaires ukrainiens.
9. Comme les Etats-Unis et l'UE, l'Ukraine a établi un régime de sanctions à l'encontre de personnes et d'entités russes en raison de leur implication dans la crise ukrainienne.
10. L'UE et les États-Unis.
11. Les élections locales ukrainiennes du 25 octobre 2020 ont renouvelé les conseils municipaux et les maires des grandes villes, ainsi que les membres des parlements régionaux. Elles ont constitué un revers pour le parti présidentiel (cet entretien a été réalisé avant ce scrutin)
12. Entre les représentants du Groupe de contact tripartite (Ukraine, Russie, OSCE) et ceux des républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk.
13. Les États-Unis ont mis en place un dispositif de sanctions à partir de décembre 2019 contre les entreprises participant à la construction du gazoduc sous-marin Nord Stream 2 entre la

Russie et l'Allemagne. Certains ont accusé Washington de combattre ce projet pour mieux inonder l'Europe de gaz de schiste américain.

14. La loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la V^e République était un engagement de campagne du président Sarkozy. Elle repose sur trois axes : donner plus de pouvoir au Parlement (instauration du référendum d'initiative partagée), encadrer certains pouvoirs du président de la République (limitation à deux mandats consécutifs), accorder de nouveaux droits aux citoyens (création du défenseur des droits).
15. En 2008, l'Ukraine avait introduit une demande d'adhésion lors du sommet de l'Otan à laquelle la France et l'Allemagne s'étaient opposées. À partir de 2014, le président Porochenko avait fait de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan un objectif. Mais depuis l'élection de Zelensky en mai 2019 et malgré un soutien affiché à ces démarches, le rapprochement de Kiev et de l'Otan s'est figé.
16. La réforme de la Constitution ukrainienne a été adoptée le 8 décembre 2004 dans le contexte de la « révolution Orange », crise politique issue de la contestation des résultats des élections présidentielles. Elle réduit les pouvoirs du président au profit du Parlement et du premier ministre.